

Les pogroms en Russie au XIXe siècle

THE AMERICAN HEBREW

October 31, 1919

The Crucifixion of Jews Must Stop!

By MARTIN H. GLYNN

(Former Governor of the State of N. Y.)

From across the sea six million men and women call to us for help, and eight hundred thousand little children cry for bread.

These children, these men and women are our fellow-members of the human family, with the same claim on life as we, the same susceptibility to the winter's cold, the same propensity to death before the fangs of hunger. Within them reside the illimitable possibilities for the advancement of the human race as naturally would reside in six million human beings. We may not be their keepers but we ought to be their helpers.

In the face of death, in the throes of starvation there is no place for mental distinctions of creed, no place for physical differentiations of race. In this catastrophe, when six million human beings are being whirled toward the grave by a cruel and relentless fate, only the most idealistic promptings of human nature should sway the heart and move the hand.

Six million men and women are dying from lack of the necessities of life; eight hundred thousand children cry for bread. And this fate is upon them through no fault of their own, through no transgression of the laws of God or man; but through the awful tyranny of war and a bigoted lust for Jewish blood.



*Appel au secours de 6 millions de Juifs, The American Hebrew,
31 octobre 1919.*

Andrew Joyce

Les émeutes antijuives ou « pogroms » de la fin du XIXe siècle en Russie représentent une des périodes les plus décisives dans l'histoire juive (voire mondiale) contemporaine.

De toute évidence, les émeutes eurent des implications démographiques pour les pays occidentaux – à peu près 80 % des juifs de la diaspora occidentale sont des descendants de ces juifs qui quittèrent la Russie et ses environs durant la période 1880-1919.

Mais peut être que l'héritage le plus durable de cette période fut le développement de la « *conscience de soi nationale* » juive et le rapide accroissement de la « *politique internationale contemporaine juive* [1] ».

Les pogroms eux-mêmes ont été constamment décrits par les historiens (principalement juifs) comme « *des manifestations irrationnelles de haine à l'encontre des juifs* [2] » où des foules composées de paysans ignorants étaient dupées par des pouvoirs officiels russes malveillants.

D'autres explications manquent tellement de fondements et sont tant dénuées de logique qu'elles assujettissent la crédulité jusqu'au point de rupture.

Par exemple, Donald G. Dutton professeur à l'université de *British Columbia* a affirmé que les foules n'étaient pas motivées par la soudaine augmentation de la population urbaine juive, l'extraordinaire succès économique des juifs russes ou l'implication des juifs dans les politiques révolutionnaires, mais par la « *diffamation du sang* [3] » (fausse accusation de crime de sang, NdT).

Peu, voire aucune historiographie n'a été dédiée à « éplucher » les couches de l'histoire des « réfugiés » pour découvrir ce qui est réellement arrivé dans l'empire russe dans les années précédant et suivant les émeutes. Ce manque d'enquête historique peut être attribué du moins en partie à une grande répugnance de la part des historiens juifs à enquêter sur les pogroms de façon autre que superficielle. De plus une enquête historique par des historiens non-juifs sur le sujet a été ouvertement découragée.

Par exemple, quand les historiens ukrainiens découvrirent les preuves indiquant que les rapports des médias contemporains du pays avaient fourni un nombre de victimes exagéré, le site de la généalogie juive JewishGen **répondit** en disant « *nous croyons que [ces faits] sont hors de propos car ils dévient l'attention publique du sujet principal : la nature "génocidaire" des pogroms* ». Il suffirait de déclarer ici que cette réponse contrevient à l'essence même du principe de l'enquête historique – découvrir l'histoire comme elle s'est réellement déroulée sans tenir compte des vérités inconfortables qui pourraient surgir. La déclaration pourrait être traduite comme suit : ne laissons pas les faits se mettre en travers d'une « bonne » histoire.

De plus, comme cet article va le démontrer, la tendance à présenter les émeutes comme « génocidaires » manque totalement de fondement. Michael Mann, professeur de sociologie à l'université de Californie, a fourni des preuves

tangibles que « *la plupart des coupables n'envisageaient pas de supprimer les juifs dans leur ensemble* [4] ».

L'allusion de *JewishGen* au génocide devrait être considérée comme une partie d'un problème plus général dans l'historiographie juive moderne. Plutôt que de voir les pogroms comme les résultats de circonstances locales spécifiques, dans lesquelles les juifs jouaient du moins en partie un rôle implicite, il y a eu une tendance à les utiliser à des fins comparatives.

John Klier déclare qu'utilisés dans un sens comparatif, les exemples sont tirés presque exclusivement du XXe siècle et ces événements sont ensuite réinterprétés dans la période du début 1881-1882, rendant de ce fait toute enquête historique objective difficile, et impliquant la présence de quelque malaise pan-européen en fait non-existant dans des actions antijuives.

Néanmoins, cette série d'essais va chercher à démêler les mythes afin de les libérer du voile qui a jusqu'ici recouvert ces événements.

De façon encourageante, un certain travail a déjà commencé par certains égards. L'affirmation de I. M. Aaronson's selon laquelle les pogroms avaient été « *planifiés ou encouragés du moins jusqu'à un certain degré par des éléments à l'intérieur du gouvernement lui-même* [5] », a subi un coup mortel durant les dernières années à travers le travail concerté d'un petit nombre d'historiens non-juifs, plus particulièrement le professeur d'hébreu et d'études juives de l'université Collège de Londres John Doyle Klier.

Dans son oeuvre de 2005 *Les Russes, les juifs et les pogroms de 1881-1882*, Klier affirme que « *la recherche contemporaine a dissipé le mythe selon lequel les officiels russes étaient responsables de l'instigation, l'autorisation et l'approbation des pogroms* [6] ».

Cette série d'essais tentera d'avancer plus loin, partant du principe que les faits doivent rester dominants dans l'enquête historique plutôt que de relever d'une distraction sans importance. La série commencera avec une explication des origines de la question juive en Russie. Les articles suivants concerneront les pogroms eux-mêmes et la manière dont les mythes et exagérations ont corrompu leur perception. Pour finir, j'examinerai pourquoi ces mythes furent développés, et l'implication plus large de la prévalence du mythe dans « l'histoire » juive.

Première partie : la question juive en Russie.

En 1772, l'Empire russe orchestra le premier morcellement de la Pologne, « *effaçant du coup de la carte géopolitique de l'Europe un grand royaume, qui au XVIIe siècle s'était élargi entre la Prusse et l'Ukraine méridionale* [7] ». Ce faisant l'empire russe surveilla aussi considérablement « *la dissolution de la plus grande communauté juive du monde* [8] ». La communauté juive polonaise était alors divisée en trois parties – celle de Posen tomba sous la

souveraineté de la Prusse, celle de Galicie sous celle de l'Autriche, et celle de la Pologne sous celle de l'Empire russe [9].

En Pologne le peuple, en se repliant sur lui-même, rechercha désespérément les causes de la ruine de la nation. Ce faisant, nous confie Israël Frielander, « *le problème juif ne pouvait que se révéler à son attention* [10] ».

Les investigations alors entreprises par des comités spéciaux découvrirent que pendant des décennies avant le morcellement, la communauté juive polonaise avait subi une explosion démographique, avec une population juive atteignant alors près de 20 % de la population.

De plus il fut découvert que les juifs contrôlaient 75 % des exportations de la Pologne, et que beaucoup se disséminaient de plus en plus dans les campagnes gagnant leur vie grâce au monopole de la vente de l'alcool aux paysans.

En 1774, des plaintes avaient atteint des officiels russes de la part de marchands non-juifs, qui soutenaient que les systèmes de réseaux ethniques juifs étayaient le monopole des exportations et que ce monopole aurait très rapidement des implications sur le consommateur. Ces révélations furent la raison majeure en faveur de la décision d'expulser les juifs de Varsovie en 1775, et jusqu'au début XIXe siècle, les Polonais et les juifs gardèrent leurs distances.

L'établissement par Napoléon du duché de Varsovie en 1807 altéra peu la situation puisque Napoléon adopta le sentiment local, qui maintenait que les juifs ne devaient pas bénéficier de la nouvelle constitution jusqu'à ce qu'ils aient définitivement « *éradiqué leurs caractéristiques particulières* [11] ». En 1813, le gouvernement du duché progressa jusqu'à cesser le monopole des juifs sur l'alcool, interdisant à tous les juifs de vendre de l'alcool dans les villages, amenant ainsi la fin d'une activité de « *dizaine de milliers* » de juifs marchands de spiritueux dans les provinces. Il n'est donc pas surprenant d'apprendre que lorsque le duché fut dissout en 1815 après que Napoléon échoua à envahir la Russie, les juifs polonais ne versèrent pas de larmes.

Fin 1815, le congrès de Vienne se réunit. Le but de ce congrès était de donner son assentiment à l'établissement d'un nouveau royaume polonais autonome sous la souveraineté russe. Bien que l'essentiel des juifs polonais se trouvât toujours à l'intérieur du royaume nouvellement établi, des dizaines de milliers d'entre eux se déversèrent dans d'autres parties de l'Empire russe, introduisant par là même une période de tensions inconfortables entre les Russes et les juifs.

La réaction immédiate du gouvernement russe devant l'acquisition indésirable d'une telle quantité de population juive fut d'empêcher la pénétration de ces populations dans les anciens territoires russes, et la solution trouvée fut celle de l'endiguement.

Un nouveau règlement était créé dans les provinces le long de la frontière occidentale et il fut finalement connu sous le nom de *Pale of Settlement* [ici *pale* signifie le pieu, la palissade et par extension le règlement, NdT]. Bien que de nombreuses connotations négatives aient été attribuées à ce règlement, il ne représentait pas une forteresse impénétrable.

Certains juifs étaient autorisés à résider en dehors de ces provinces ; ils pouvaient se rendre aux foires, et ils avaient même le droit d'étudier dans les universités russes à condition qu'ils n'excédassent pas un certain quota. En 1860, plus de la moitié de la communauté juive résidait dans le « *Pale* ».

Après le congrès de Vienne, où que les juifs résidassent ils « *envahirent les secteurs de la distribution* ». Dans certaines villes, « *l'élément juif mercantile était numériquement supérieur au chrétien* », et une progression graduelle avait lieu vers l'hégémonie du commerce de l'alcool par les juifs [12].

D'après Klier, en 1830, les juifs biélorusses se révélèrent « *dominer complètement* » le commerce dans cette région [13]. C'est effectivement le travail de Klier fin 1890 qui commença à faire la lumière sur les relations russes-juifs d'avant 1914.

Klier, né d'une famille catholique dans le Kansas, « *rejeta ce qui pourrait être appelé les platitudes et simplifications du type Le Violon sur le toit. D'un livre à l'autre il insista sur le fait que ce que voulaient les tsars et leurs ministres par-dessus tout était que les règlements juifs soient organisés et productifs* » [14]. »

Klier, de plus, souligna que le très diffamé *Pale of Settlement* était simplement la seule réponse que l'administration russe avait pu trouver, confrontée comme elle l'était, au problème « *désorientant* » du « *fanatisme ultra-orthodoxe juif* », qui se révélait proprement « *inassimilable aux desseins officiels* » [15].

En 1841, des investigations furent entreprises dans les communautés juives russes, et les rapports qui en résultèrent indiquèrent trois problèmes significatifs. Le premier était la différence persistante en matière d'habillement, de langage, de religion et d'organisation communautaire. L'idée à la base de cette distance entretenue par rapport à la société non-juive, c'est-à-dire le statut d'« élus » des juifs de concert avec un dogmatisme ethnique, fut reconnu pour être particulièrement nuisible pour les relations gentils-juifs, plus spécialement quand cela était renforcé à travers « *un système d'éducation des hommes qui se révélait inculquer des interprétations antichrétiennes du Talmud* » [16]. ».

Le second problème lié était que les pratiques économiques juives étaient également enracinées dans cette attitude de distance délibérée. Le Talmud « *encourageait et justifiait une exploitation économique sans réserve basée sur la tricherie et l'escroquerie des non-juifs* » [17], dans une validation de la théorie de Max Weber, l'éthique « *interne* » et « *externe* », par laquelle « *les membres d'une unité sociale cohésive observent des standards de moralité différents entre eux ou avec les étrangers* » [18]. ».

Le troisième aspect de la question juive en Russie était le sujet de la loyauté juive. Les juifs de l'Empire russe avaient de toute évidence conservé le *Kahal* d'avant le morcellement de la communauté juive polonaise. Le *Kahal* était un système formel de gouvernement et de contrôle communal juif, entièrement séparé de l'État russe. Bien que tacitement toléré par l'État pour sa capacité de collecte d'impôts, la loyauté juive au *Kahal* était absolue et dépassait l'aspect simplement fiscal. Pratiquement tous les juifs continuaient de recourir aux cours de justice juives.

John Klier affirme qu'à la suite de ces révélations, « *l'État et la société partageait un consensus comme quoi les juifs pouvaient – et devaient – être transformés en bons et loyaux sujets du royaume [19]* ».

Sous l'empereur Alexandre Ier (1801-1825) eurent lieu des tentatives d'encourager les juifs à poursuivre des activités économiques plus productives. De généreuses concessions leur furent octroyées dans l'espoir de les voir abandonner les rôles de négociants ainsi que les distilleries et tavernes dans les provinces pour se diriger vers des métiers dans les régions agricoles. Klier dit que « *l'incrustation des juifs dans la vie économique et sociale des régions frontalières de l'empire, malgré des initiatives législatives, assurait aux juifs une vie économique largement inchangée [20]* ».

En 1844, sous Nicolas Ier, le gouvernement russe commença un programme de réformes et de législation destiné à interrompre l'exclusivité juive et incorporer la nation juive dans la société russe. Comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement s'adressa immédiatement au *Kahal* en le bannissant comme étant « *une structure souterraine illégale [21]* ». La conséquence du bannissement du *Kahal* alla au-delà d'une simple tentative de contrôler le problème de la loyauté juive.

L'assistance mutuelle offerte par le *Kahal* était ressentie comme ayant eu des implications économiques – « *c'était le support mutuel fourni par le Kahal qui avaient assuré aux juifs d'être plus que de simples joueurs, même face aux kulak, les féroces exploiters qui sévissaient dans les villages russes [22]* ».

Les droits civils de chacun « *des juifs qui furent perçus pour être engagés dans des entreprises productives* » furent élargis, bien qu'il y eût peu de preneurs. Nicolas Ier conçut et soutint l'établissement d'écoles juives financées par l'État dans l'espoir que de telles dispositions conduiraient au développement d'une intégration juive progressive. Malheureusement pour Nicolas, ce que son système produisit fut un cadre de juifs intellectuels profondément hostiles à l'État.

L'empereur Alexandre II continua les efforts de la mère patrie pour réunir ses juifs. Il abolit le servage en 1861. Il détendit la pression exercée pour changer le profile économique du juif russe et étendit les droits des juifs éduqués et des marchands de grande envergure. Son programme était dirigé vers la réconciliation, un renoncement au bâton en faveur de la carotte. L'éducation fut entièrement ouverte aux juifs et ils furent même admis en tant que jurés

dans les cours russes. Les conditions d'installation et de mobilité à l'intérieur du *Pale* furent assouplies encore davantage. Klier nous dit que « *les juifs devinrent même l'objet de l'attention amène de la part des leaders de l'opinion publique. Des propositions pour la complète émancipation des juifs furent largement suggérées [23].* »

Ces mesures, cependant, furent également accompagnées d'un malaise grandissant de par la façon dont les juifs en Russie en abusèrent. Il y eut peu de gratitude en retour de ces mesures prises et elles n'apportèrent pas les grands changements qui en étaient attendus.

La révolte nationaliste des Polonais en 1863, et le fait qu'un large nombre de juifs fortunés furent découverts comme étant les trésoriers qui finançaient les rebelles, jeta un nouveau doute sur la loyauté juive. Après qu'il eut émancipé les paysans et adopté une attitude paternelle envers les anciens serfs, le gouvernement s' alarma de voir la rapidité avec laquelle « *les juifs exploitaient les habitants ruraux, simples et incultes les réduisant à l'état de serfs des juifs [24]* ».

Pareillement, il devint rapidement évident que malgré la nouvelle législation militaire, les juifs se faisaient remarquer en échappant ostensiblement au service militaire. En représailles, le gouvernement prit des mesures autoritaires concernant la propriété des tavernes en milieu rural, et introduisit des procédures de recrutement beaucoup plus astreignantes spécifiques pour les juifs.

Le bruit courut qu'il était dorénavant interdit aux juifs de posséder des terres, mais Klier fournit des preuves que les juifs étaient toujours en mesure d'acheter les biens des paysans vendus aux enchères pour défaut du paiement de l'impôt, ainsi que des propriétés à l'intérieur du *Pale* pourvu qu'elles ne fussent pas celles d'un noble russe.

À la fin du règne d'Alexandre II, la tentative du gouvernement de la gestion de la question juive n'illusionnait plus personne. La vaste majorité des juifs avaient persisté dans leur poursuite de commerces improductifs, dans leur antipathie pour la culture russe et refusé de participer à la moindre contribution envers la société russe. Un air de résignation souffla sur le pays. Quelques journaux allèrent même jusqu'à évoquer l'abolition du *Pale* ne fût-ce que dans le seul but d'alléger cette région du fardeau qu'étaient les juifs. D'autres quotidiens affirmèrent « *craindre pour le bien-être des paysans à une époque où leur niveau culturel fait d'eux une cible rêvée pour l'exploitation [25]* ». Pendant ce temps, les juifs avaient commencé à inonder les institutions scolaires. À Odessa, il était rapporté que les juifs « *chassaient les chrétiens des bancs de l'école* » et « *envahissaient un établissement après l'autre [26]* ».

La veille de l'assassinat d'Alexandre II, la question juive restait toujours sans réponse. Des décades de législation n'avaient que peu changé la nature de la juiverie russe, qui restait ethniquement, politiquement et culturellement homogène. La nouvelle *intelligentsia* juive russe s'était retournée contre la

main qui l'avait nourrie, échouant à inciter l'adaptation de ses congénères dans la société russe, les encourageant à se défendre et à plaider pour leurs intérêts. En termes d'opportunités éducationnelles et sociales, il lui avait été donné la main et elle prit le bras. Elle avait envahi les écoles et s'était alliée à un groupe émergeant de juifs capitalistes. En 1879, les autorités russes étaient sous la pression d'une commission rabbinique pour une émancipation totale, un projet inquiétant pour ceux concernés par le bien-être de la paysannerie russe.

Le point de rupture, lorsqu'il arriva, ne tomba pas du ciel mais fut bien le résultat de cet arrière-plan historique. Dans la deuxième partie, nous examinerons les origines plus immédiates des émeutes antijuives et comment elles advinrent. Nous ne nous attarderons point ici sur des détails destinés à nous distraire des faits, qui, eux, dissiperont les mythes ; et alors que nous nous aventurons maintenant à l'intérieur du *Pale*, nous le faisons dorénavant avec une vision plus complète du juif que nous y découvrons.

Notes

- [1] John Klier, *Russians, Jews, and the Pogroms of 1881-2*, (New York : Cambridge University Press, 2011) p.xiii.
- [2] Jack Glazier, *Dispersing the Ghetto : The Relocation of Jewish Immigrants Across America* (New York : Cornell University Press, 1998) p.9.
- [3] Donald Dutton, *The Psychology of Genocide, Massacres and Extreme Violence* (New York : Prager, 2007) p.40
- [4] Michael Mann, *The Dark Side of Democracy : Explaining Ethnic Cleansing* (Cambridge : Cambridge University Press, 2005) p.142.
- [5] I.M. Aronson, 'Geographical and Socioeconomic factors in the 1881 Anti-Jewish Pogroms in Russia,' *Russian Review*, Vol.39, No.1 (Jan. 1980) p.18.
- [6] Klier, *Russians, Jews, and the Pogroms of 1881-2*, p.xiv.
- [7] Israel Bartal, *The Jews of Eastern Europe : 1772-1881*, (Tel Aviv, Ministry of Defence, 2005) p.23.
- [8] Ibid, p.24.
- [9] [[Israel Friedlander, *The Jews of Russia and Poland*, (New York : G.P. Putnam, 1915), p.84.
- [10] Ibid.
- [11] Simon Dubnow, *History of the Jews in Russia and Poland* (Bergenfield : Avontayu, 2000), p.87
- [12] Simon Dubnow, *History of the Jews in Russia and Poland*, (Bergenfield : Avontayu, 2000), p.173
- [13] John Klier, *Pogroms : Anti-Jewish Violence in Modern Russian History*, (Cambridge : Cambridge University Press, 2004) p.4.
- [14] <http://www.guardian.co.uk/news/2007/oct/26/guardianobituaries.obituaries>
- [15] <http://www.guardian.co.uk/news/2007/oct/26/guardianobituaries.obituaries>
- [16] Klier, *Russians, Jews, and the Pogroms of 1881-2*, p.3.
- [17] Ibid.
- [18] Jacob Katz, *Exclusiveness and Tolerance : Jewish-Gentile Relations in Medieval and Modern Times* (Oxford : Oxford University Press, 1962) p.56.
- [19] Ibid.
- [20] Klier, *Russians, Jews, and the Pogroms of 1881-2*, p.4
- [21] Ibid.
- [22] Ibid.
- [23] Klier, *Russians, Jews, and the Pogroms of 1881-2*, p.5
- [24] Ibid.
- [25] Ibid., p. 6.
- [26] Ibid.

Deuxième partie : l'invention d'atrocités

Maintenant que nous avons établi les fondements de la question juive en Russie, il est temps à présent de diriger notre attention vers les émeutes antijuives de 1880. Cet essai fournira en premier lieu au lecteur les récits habituels de ces événements avancés par des juifs contemporains et la majorité des historiens juifs – récits qui ont majoritairement prévalu dans la conscience publique. La deuxième partie de cet essai sera consacrée à la dissection d'un aspect du récit juif et à l'explication de la manière dont les événements ont réellement transpiré. D'autres aspects du récit juif seront examinés dans des articles suivants dans cette série.

Alors qu'un travail comme celui-ci peut se retrouver confronté à une lourde critique venant d'une certaine partie de la population, qui peut le dénoncer comme « révisionniste », je pourrais seulement répondre que le « révisionnisme » devrait se trouver au coeur de tout travail historique. Si nous acceptons aveuglement les histoires qui nous sont relayées, nous sommes susceptibles de devenir les victimes de ce qui n'est rien d'autre qu'un vulgaire « téléphone arabe ». Et si nous bannissons le droit de l'historien à réinterpréter l'histoire à la lumière de nouvelles recherches et découvertes, alors nous nous éloignons de ce qui ressemble à un véritable savoir.

Le récit juif

En 1881 le « Comité judéo-russe » (RJC) une branche de l'élite juive britannique, produisit en masse un pamphlet intitulé *La Persécution des juifs en Russie* et commença à le disséminer dans la presse, les églises, et de nombreux autres canaux.

En 1899, il était déjà enjolivé et publié en tant que petit livre et aujourd'hui des copies numériques sont disponibles gratuitement en ligne [1]. Au début du XXe siècle, le pamphlet avait même engendré un journal de quatre pages intitulé *Sombre Russie. Un rapport hebdomadaire sur la lutte pour la Liberté*, assurant que le citoyen britannique moyen ne restait pas longtemps sans qu'on lui rappelle « les horreurs » endurées par les juifs russes [2].

Le fait que ces publications soient produites en masse devrait nous fournir une indication sur leur raison d'être : Il est clair que ces publications représentent une des plus ambitieuses campagnes de propagande de l'histoire juive et que combinées avec des efforts similaires aux États-Unis elles étaient destinées à obtenir l'attention, à « éduquer » les nations occidentales et assurer la suprématie de la « version juive de l'Histoire ». Implicitement cela n'était pas seulement un désir de provoquer des attitudes antirusses mais également beaucoup de sympathie pour les juifs martyrs. Sympathie d'autant plus nécessaire qu'elle assurait que les chaînes de migration de juifs en masse vers l'ouest se passeraient sans trouble et ne seraient pas contestées par les natifs. Après tout, le natif étroit d'esprit n'était-il pas qu'à un pas de du cosaque déchaîné ?

Le premier élément du récit avancé par le RJC est essentiellement une manipulation de l'histoire des relations judéorusses. Il soutient que les juifs d'Europe de l'est ont été opprimés durant des siècles, leurs vies entières « *entravées depuis le berceau jusqu'à la tombe, par des lois restrictives [3]* ». Il était proclamé que les russes avaient une loi tacite : « *qu'aucun juif russe ne devait gagner sa vie [4]* ». Les juifs russes, d'après le Comité judéo-russe, n'avaient jamais rien voulu d'autre que de participer à la société russe, mais ils avaient été constamment repoussés encore et toujours en tant qu'« *hérétiques et étrangers* ».

Le *Pale* est une impénétrable forteresse où chaque juif « *doit vivre et mourir* ». Dans cette interprétation des relations de l'histoire juive russe la croyance que la source que tous les maux qui ont frappé les juifs n'a rien à voir avec les juifs eux-mêmes, mais a tout à voir avec l'Église, l'État, et le *Pale* est implicite. En essence la situation des juifs ne serait le résultat de rien d'autre que d'une haine irrationnelle. Dans ce récit les juifs adoptent un rôle docile et passif, n'ayant commis d'autre crime que d'être juifs. Ils sont également présentés comme les seules victimes de la violence russe. Il n'y a aucune reconnaissance de l'échec des efforts russes vers une destruction du mur de l'exclusivité et de la revendication de la fraternité avec les juifs. En fait il n'y a aucune référence du tout aux murs de l'exclusivité. Les pogroms eux-mêmes, d'après les dires du récit juif, éclatèrent après l'assassinat d'Alexandre II, lorsque l'état de choc, la colère et un désir de vengeance firent remonter à la surface cette haine irrationnelle et sans fondement.

Le deuxième élément du récit juif est que le gouvernement et la bureaucratie mesquine eurent un rôle à jouer dans l'organisation et la direction des pogroms. Un profond mépris est exprimé sur le gouvernement et la petite bureaucratie qui sont présentés comme ayant eu « *une chronique vision antisémite* ». Il est relaté que lorsque les émeutes éclatèrent le gouvernement « *n'était pas plus que cela désolé d'observer son peuple se déchaîner sur les juifs [5]* ».

Par référence aux Lois de mai restrictives, les auteurs durent concéder qu'elles n'avaient jamais réellement été appliquées, mais maintinrent que « *modérément ou rigoureusement appliquées, les Lois de Mai restèrent dans le Livre du Statut Russe [6]* ». Le troisième élément du récit juif est que les pogroms étaient de nature génocidaire, et qu'ils avaient été organisés et perpétrés par des groupes cherchant l'extermination des juifs. L'édition de 1899 du *La Persécution des juifs de Russie* incluait la copie d'une longue lettre adressée au *London Times* par Joseph Nathan, secrétaire du RJC, datée du 5 novembre 1890. Dans cette lettre Joseph clamait que dans les circonstances présentes « *des centaines de milliers pourraient être exterminés [7]* » et que la législation russe envers les juifs représentait « *un instrument de torture et de persécution* ». En somme il était dit que les juifs de Russie étaient sous « *une sentence de mort* » et il était déclaré plus avant « *que les exécutions sont en train d'être perpétrées* ». La lettre finit par un appel à « *l'Europe civilisée* » pour intervenir et châtier la Russie et aider les juifs opprimés [8].

Le quatrième élément du récit juif est que les pogroms étaient extrêmement violents par nature. Les comptes rendus des médias contemporains en particulier étaient sources d'histoires d'atrocités glanées auprès de réfugiés nouvellement arrivés, qui donnaient leurs récits au Comité judéo-russe à propos des pogroms qu'ils avaient fuis. Dans ces rapports qui étaient régulièrement retransmis à la fois par le *New York Times* et le *London Times*, les russes étaient accusés d'avoir commis les plus monstrueuses atrocités de la plus grande échelle. Chaque juif dans l'empire russe était sous menace de mort. Les hommes avaient été brutalement tués, les tendres enfants avaient été écrasés à coup de pierres ou bien rôtis vivants dans leurs propres maisons.

Durant une consultation parlementaire britannique sur les pogroms en 1905, un rabbin, Michelson, revendiqua que « *les atrocités avaient été tellement monstrueuses qu'aucun parallèle ne pouvait être trouvé même dans les annales des peuples les plus barbares* [9] ». Le *New York Times* rapporte que durant 1903 dans le pogrom de Kishinev « *les bébés étaient coupés en morceaux par la foule frénétique assoiffée de sang* [10] ».

Un thème commun dans la plupart des histoires d'atrocités étaient les viols sauvages des femmes juives, mentionnant que les seins de la plupart de ces femmes étaient sectionnés. Il se trouve littéralement des milliers de copies carbonées des rapports stipulant que les mères étaient violées avec leurs filles. Il n'y a tout simplement pas assez d'espace pour citer de façon exhaustive tous ces articles, mais leur nombre se compte par milliers et ils sont consultables par tous ceux qui ont accès aux archives numériques des principaux journaux, ou des bibliothèques.

En addition ces articles prétendent que des rues entières habitées par des juifs avaient été rasées et que les quartiers juifs avaient été brûlés systématiquement. L'aspect « atrocité » du récit a continué à être avancé par les historiens juifs. Par exemple Anita Shapira, dans son livre publié par Stanford, *La Terre et le pouvoir : le recours sioniste à la force, 1981-1948*, revendique que « *chaque série de nouvelles émeutes était pire que les précédentes, comme si chaque bain de sang offrait une permission pour un massacre suivant encore pire* » [11].

Shapira, plus tard, sous-entend que les meurtres de bébés juifs étaient communs durant les pogroms, relatant qu'une inquiétude commune aux juifs russes était : « *Vont-ils avoir pitié des petits bébés qui ne savent même pas encore qu'ils sont juifs* [12] ? » Dans une section particulière sur la violence dans les pogroms, elle conclut en affirmant, sans se référer à aucune preuve, qu'il y avait de « *nombreux viols* », et que beaucoup furent massacrés – hommes, femmes, enfants. « *La cruauté qui marquait ces meurtres ajoutait une dimension spéciale au sentiment de terreur et de choc qui se répandait dans leur sillage* [13] ».

Joseph Brandes, dans son livre *Immigrants vers la Liberté*, paru en 2009, prétend sans citer la moindre preuve que les foules « *jetaient les femmes et les enfants par les fenêtres* » de leurs maisons, et « *leurs têtes étaient*

frappées à coup de marteau, que des clous étaient enfoncés dans leurs corps et leur yeux étaient arrachés de leur orbite... que de l'essence était versée sur les malades qui se cachaient dans les caves et qu'ils étaient brûlés vifs [14] ».

Un autre élément crucial du récit juif est que le russe est ignorant, barbare et non-civilisé comparé aux citoyens juifs du pays. La Russie est accusée de traîner « *dans l'état de développement médiéval* » [15] et en comparaison à la « *paysannerie ignorante et superstitieuse* [16] », les juifs de Russie sont présentés comme l'avant-poste de la civilisation occidentale – ils sont citadins et « *intellectuels* ». La publication du RJC opposa que le quota imposé par les universités n'autorisant que 5 % de juifs dans le corps d'étudiants était insuffisant pour une race d'« *intellectuels* ». De façon relativement stupéfiante, il est protesté que « *la racine de tout ceci vient d'une arrogance raciale* [17] » et que cette arrogance devait bien s'être imputée aux russes.

Le RJC accusa le gouvernement de sympathie criminelle, les autorités locales généralement d'inactivité criminelle, et certaines des troupes de participation active. La situation, argumentèrent-ils, était simplement si désespérée et la possibilité d'extermination tellement grave, que la seule voie de sortie résidait dans les nations civilisées à l'Ouest, qui devaient ouvrir grand leur portes à ces pauvres « *hébreux* ». Et dans une grande mesure c'est exactement ce sur quoi les Églises, les politiciens, et les médias se mirent d'accord. Cette capitulation par une conscience manipulée conduit à la plus grande migration de l'histoire juive, suivie de profondes conséquences pour nous tous. Mais il y avait toutefois un léger problème : la vaste majorité du récit était une imposture calculée, délibérée et savamment encouragée, favorisée par la participation volontaire des juifs russes émigrants, qui désiraient faciliter leur accès vers l'ouest et obtenir « *de l'argent de secours de l'Ouest et de l'Amérique* [18] ».

Les « atrocités »

Tournons d'abord notre attention vers les histoires d'atrocités. Avant chaque rapport majeur de violence, le public britannique était déjà éduqué à haïr le gouvernement russe et à accepter le récit juif. John Doyle Klier souligne qu'en ce temps-là, le *Daily Telegraph* appartenait à des juifs et était particulièrement « *sévère* » dans ses comptes rendus sur le traitement des juifs par les russes avant 1881 [19]. Dans les pages de cette publication, il était écrit que « *ces atrocités russes n'étaient que le commencement... Les officiels russes eux-mêmes encourageaient ces barbaries* [20] ». À cette même période dans l'Europe continentale, le rabbin prussien Yizhak Rulf s'établit lui-même en tant qu'« *intermédiaire* » entre la masse juive et l'Ouest et selon Klier, une de ses spécialités était la propagation de « *récits sensationnels de viols de masses* » [21].

D'autres sources majeures d'histoires d'atrocités dans les pogroms étaient le *New York Times*, le *London Times* et *Le Monde juif*. Ce fut *Le Monde juif* qui fournit la majorité des fables, ayant envoyé un reporter « *pour visiter les zones qui avaient souffert des pogroms* [22] ». La plupart des autres journaux se contentaient d'imprimer ce que le reporter du *Monde juif* leur avait envoyé.

Les histoires d'atrocités entreprises par ces journaux provoquèrent une indignation mondiale. Il y eut des protestations à grande échelle contre la Russie, à Paris, Bruxelles, Londres, Vienne, et même à Melbourne en Australie. Cependant « *c'est aux États-Unis que l'indignation publique atteint son sommet* ».

L'historien Edward Judge rapporte que le public américain était éperonné par des témoignages « *de passages à tabac brutaux, de multiples viols, de corps démembrés, de massacres insensés, souffrance atroce et insupportables chagrins* [23] ». Cependant, comme John Klier le dit, les comptes-rendus du « *correspondant spécial* » du *Monde juif* soulèvent des problèmes curieux pour l'historien [24]. Alors que son itinéraire de voyage est jugé comme plausible, la plupart de ses récits sont complètement contredits par les archives [25]. Sa déclaration selon laquelle vingt émeutiers avaient été tués durant les pogroms à Kichinev 1881 s'est révélée être une fabrication grâce aux archives locales, qui révèlent que dans cette ville et à ce moment-là, « *il n'y avait pas de pogroms ni de morts* [26] ». Dans d'autres déclarations, il dit avoir été témoin de fusillades envers les paysans lors de son voyage ; ces déclarations ont été complètement discréditées par la multitude d'inexactitudes mineures dans ses propos.

De plus, Klier nous dit que ces histoires d'atrocités compilées par *Le Monde juif* et qui ont servi à manipuler les perceptions du monde occidental sur ces événements doivent être traitées avec la plus « *grande prudence* [27] ». Le reporter « *dépeint les pogroms de façon dramatique, aussi importants dans leur échelle que dans leur brutalité inhumaine. Il rapporte des exemples nombreux où des juifs étaient brûlés vivants dans leur demeure sous les yeux des autorités* [28]. » Il y a des centaines d'exemples où il renvoie à des meurtres d'enfants, des mutilations de femmes et des doigts mordus et arrachés.

Klier nous dit que les récits les plus influents de « *cet auteur, vu leur effet sur l'opinion mondiale, étaient ceux relatant le viol et la torture de fillettes de 10 à 12 ans* [29] ». En 1881, il recense vingt-cinq viols à Kiev, dont cinq résultèrent en décès ; à Odessa il en recense onze et à Ielizavetgrad trente [30]. Le viol ressort de ses rapports de façon prééminente, non pas parce qu'ils étaient communs mais parce que plus que les meurtres ou les pillages, le viol était la chose qui « *déclenchait le plus d'outrage* » dans l'opinion publique. Klier établit que « *les intermédiaires juifs qui canalisèrent les rapports sur les pogroms à l'étranger étaient très conscients de l'impact des déclarations de viol, et c'est le sujet prééminent de ces récits* [31] ». Les deux récits les plus horribles et dramatiques provenaient de Berězovka et de Boris Pol. En fait, alors qu'approchait la fin de l'année, les récits devinrent de plus en plus horribles et brutaux dans leur détail. Il y a bien sûr une raison pour cela. Comme le public non-juif commençait à se fatiguer de ces récits et à détourner son attention vers les festivités de Noël, Klier affirme que le RJC prit une décision délibérée et calculée de « *garder les juifs russes devant les yeux du public* [32] ».

Une composante majeure de cette stratégie était de récupérer les reportages

de ce correspondant spécial et de les faire circuler dans un journal plus respecté. Ils se décidèrent pour le *London Times*, qui était déjà prédisposé à publier un « *éditorial critique envers le gouvernement russe* ». Klier établit de plus que ces évidents faux rapports « *embellis par le prestige du Times et exempt de toute attribution, publiés de surcroît en pamphlet séparés et traduits dans une variété de langages européens... devinrent la version définitive du public occidental des pogroms* [33] ». Des contes de plus en plus abominables capturèrent de nouveau l'attention du public et le gouvernement britannique se retrouva forcé d'intervenir. Cependant, il adopta une approche plus prudente et décida d'entreprendre ses propres investigations dans les événements de l'Empire russe. Ces constatations, publiées en tant que *Livre bleu*, « *révélèrent une situation bien différente de celle offerte par le Times* [34] ». L'aspect le plus remarquable de cette enquête indépendante est une *négation catégorique du viol de masse*. En janvier 1882, le consul général Stanley contesta tous les détails contenus dans les rapports publiés par le *Times*, mentionnant en particulier le non-fondement des « *récits sur le viol des femmes* [35] ». De plus il note que ses propres investigations révèlent qu'il n'y pas eu de viols durant les pogroms de Berëzovka, que la violence y avait été rare et que la plupart des dommages avaient été uniquement matériels, Stanley les estimant à environ 20 000 roubles, et rejetait complètement la revendication juive estimant les pertes à 1 million de roubles.

Le vice-consul de la Loi, un autre enquêteur indépendant, rapporta qu'il avait visité Kiev et Odessa et ne pouvait que se déclarer « *enclin à croire qu'aucune femme n'a été outragée dans ces villes* [36] ». Un autre investigateur, le colonel Francis Maud, visita Varsovie et dit qu'il ne pouvait « *attacher aucune importance* » aux rapports d'atrocités émanant de cette ville [37]. À Ielizavetgrad, à la place de rues entières rasées, il fut découvert seulement qu'une petite hutte avait perdu son toit. Il fut de plus découvert que peu voire aucun juif n'avait été tué, quoique certains moururent du résultat de leurs blessures reçues pendant les émeutes. Celles-ci étaient en fait le résultat de conflits entre des groupes de juifs qui défendaient leurs tavernes et d'émeutiers à la recherche d'alcool. Le petit nombre de juifs tués pendant ces émeutes était dû à quelques individus instables ivres de l'alcool vendu par les juifs. Les accusations d'intention de donner la mort en masse étaient tout simplement infondées et non soutenues par de quelconques preuves.

Lorsque ces rapports furent rendus publiques, nous dit Klier, ils représentèrent un « *sérieux risque de retard dans les activités du RJC* [38] ». Le *Times* fut forcé de faire machine arrière, mais curieusement répondit avec mépris en statuant que l'indignation du pays était justifiée, même si les atrocités n'étaient que les « *créations imaginaires populaires* [39] » (une réminiscence de la réponse du JewishGen aux découvertes ukrainiennes mentionnées dans la première partie de cette série ?).

Ces révélations arrivèrent à un mauvais moment pour le RJC, qui tentait de pousser le gouvernement britannique à « *agir en quelque sorte au nom de la juiverie russe persécutée* [40] ». Il eut recours à la republication (dans le *Times*) du pamphlet sur la persécution russe deux fois ce mois-là, imaginant

probablement qu'une répétition brutale suffirait à dépasser les preuves tangibles. Klier nous dit que ces écrits étaient des exemples de propagande magistrale, puisqu'ils tentaient de diminuer la crédibilité des consuls du gouvernement, alors qu'ils cherchaient traîtreusement l'approbation du « *peuple sage et noble d'Angleterre, qui saura quelle importance donner à de telles réfutations* [41] ».

Le RJC offrit ses propres preuves corroboratives de la plus incontestable des manières. Sauf que, bien sûr, la source exacte de cette preuve ne fut jamais citée au-delà de personnes occupant un haut rang dans les positions officielles dans la communauté juive et des réfugiés juifs. En essence, les peuples des nations occidentales étaient appelés à croire des rabbins anonymes de l'autre côté du monde plutôt que des représentants identifiables de leur propres gouvernements. Ces écrits, relate Klier, peignaient une image familière de meurtres et de viols. Et malgré le compte-rendu décrédibilisant des consuls, les récits relatant « *un nombre de viols de mères/filles qui avait déjà tellement outragé l'opinion publique britannique, furent encore répétés* [42] ».

Bien que la mobilisation du gouvernement britannique échouât, le RJC gagna la bataille dans l'opinion publique et le *Times* et le RJC demeurèrent un couple parfait. Les consuls furent outrés. Stanley réitéra le fait que ses investigations intensives, pour lesquelles il avait payé un coût personnel élevé suivi d'une sérieuse blessure à la jambe, illustraient que « *les récits du Times de ce qui s'était passé dans ces villes contenaient les plus grandes exagérations et que le récit de ces événements était complètement mensonger* [43] ». Il relate qu'un rabbin à Odessa n'avait pas entendu parler de quelconques outrages sur des femmes là-bas et que chaque pogrom qu'il avait étudié se révélait être de simples « *pillages* [44] ».

Enragé par les mensonges qui circulaient en Angleterre et en Amérique, Stanley alla au sommet de la hiérarchie, interviewant des rabbins d'État et leur demandant de lui donner des preuves et de visiter les lieux où les pogroms s'étaient déroulés. À Odessa, où les récits d'atrocités avaient démarré, il fut capable de confirmer une mort, mais aucun pillage des synagogues ni de victimes brûlées vivantes. Il n'y avait aucune preuve qu'un seul viol ait eu lieu. Un rabbin d'État admit qu'il n'avait jamais entendu parler d'un seul outrage sur une femme à Berëzovka et de plus assura à Stanley « *qu'il pourrait avec une pure conscience affirmer qu'aucune mort ou violation n'était survenue durant des émeutes l'année dernière* [45] ». De nouveau Stanley envoya un rapport à son supérieur à Londres avec une note disant : « *Ceci est en accord avec toutes les informations que j'avais reçues et vous avais transmises et que je pense plus crédible qu'une lettre anonyme dans le Times* [46]. »

Malgré les efforts de Stanley, le récit juif avancé par le RJC, imprégné d'histoires atroces, resta attaché à la perception occidentale inaltérable des pogroms. Le *Livre bleu* fut étouffé par le plus visible et souvent répété compte-rendu du RJC et d'organisations similaires partout dans le monde. C'est seulement après une recherche longue de dix ans que Klier a pu apporter quelques révisions sur ce récit en s'appuyant sur la connaissance et les

preuves découvertes dans les archives locales. À la lumière de ces preuves, on ne peut que conclure que les histoires de viols, meurtres, et mutilations étaient « *plus légendaires que factuelles* [47] ». Cependant la tâche consistant à démontrer et analyser d'autres aspects du récit juif et à chercher les véritables motifs derrière sa création reste entière.

Notes

[1]

[2] Max Beloff, *The Intellectual in Politics and other essays*, (London : Taylor and Francis, 1970) p.135

- [3] *The Persecution of the Jews in Russia*, (London : Russo-Jewish Committee, 1899), p.3.
- [4] Ibid, p.4
- [5] Ibid, p.5
- [6] Ibid, p.8
- [7] Ibid, p. 36
- [8] Ibid, p. 38
- [9] Anthony Heywood, *The Russian Revolution of 1905 : Centenary Perspectives* (New York : Routledge, 2005) p.266.
- [10] *Jewish Massacre Denounced*, New York Times, April 28, 1903, p.6
- [11] Anita Shapira, *Land and Power : The Zionist Resort to Force, 1881-1948* (Stanford : Stanford University Press, 1999), p.35
- [12] Ibid, p. 34.
- [13] Ibid.
- [14] Joseph Brandes, *Immigrants to Freedom*, (New York : Xlibris, 2009) p.171
- [15] *The Persecution of the Jews in Russia*, (London : Russo-Jewish Committee, 1899), p.4
- [16] Ibid, p 30.
- [17] Ibid.
- [18] Albert Lindemann, *Esau's Tears : Modern Anti-Semitism and the Rise of the Jews* (Cambridge : Cambridge University Press, 1997) p.291.
- [19] John Doyle Klier, *Russians, Jews and the Pogroms of 1881-1882*, p.399
- [20] Ibid.
- [21] Ibid.
- [22] Ibid, p 400.
- [23] Edward Judge, *Easter in Kishinev : Anatomy of a Pogrom* (New York : New York University Press, 1993) p.89.
- [24] John Doyle Klier, *Russians, Jews and the Pogroms of 1881-1882*, p.400
- [25] Ibid, p.401
- [26] Ibid
- [27] Ibid
- [28] Ibid
- [29] Ibid
- [30] Ibid
- [31] Ibid, p 12.
- [32] Ibid, p 404.
- [33] Ibid
- [34] Ibid, p.405. (*Correspondence Respecting the Treatment of Jews in Russia*, Nos. 1 and 2, 1882, 1883)
- [35] John Doyle Klier, *Russians, Jews and the Pogroms of 1881-1882*, p 405
- [36] Ibid.
- [37] Ibid.
- [38] Ibid, p.405.
- [39] Ibid.
- [40] Ibid.
- [41] Ibid, p.406.
- [42] Ibid.
- [43] John Doyle Klier, *Russians, Jews and the Pogroms of 1881-1882*, p.407.
- [44] Ibid, p 408.
- [45] Ibid.
- [46] Ibid.
- [47] Ibid, p.13.

Troisième partie : le rôle juif

Nous continuons notre série d'essais sur les pogroms de la Russie et dans cette troisième partie, nous allons examiner le rôle joué par les juifs dans le déclenchement de ces désordres.

Comme nous l'avons déjà établi dans la deuxième partie, un des problèmes clefs dans l'historiographie des pogroms (et de l'antisémitisme en général) est que ces narrations affirment invariablement que la situation des juifs n'était le résultat de rien d'autre que de la haine irraisonnée. Les juifs adoptent un rôle passif et docile dans cette narration, n'ayant rien commis d'autre que d'être juif.

Il n'y a pas de sens de l'action juive, et l'on est porté à croire qu'historiquement les juifs ont manqué de pouvoir d'agir dans le monde. Dans presque toute l'histoire populaire ou académique des pogroms l'auteur aveuglement accepte, ou volontairement perpétue, le principe de base que les juifs ont été haïs pendant des siècles dans l'Empire russe, que cette haine était irrationnelle et sans fondement, et que l'éruption des émeutes antijuives de la fin du XIXe siècle n'était qu'une réponse en réaction à l'assassinat du Tsar et la diffamation du sang.

Ceci est bien sûr bien loin de la vérité, mais la prédominance du « paradigme de la victime » joue deux rôles significatifs. Premièrement l'historiographie juive est saturée d'allusions au statut « unique » des juifs, qui ont souffert d'une haine « unique » de la part des générations successives d'Européens.

En essence, il s'agit de la notion que les juifs se tiennent seuls dans le monde en tant que « victime innocente » par excellence. Autoriser la moindre responsabilité de la part d'un agissement juif – n'importe quel argument selon lequel les juifs auraient pu contribuer d'une façon ou d'une autre à créer un sentiment antijuif – serait une atteinte à la perpétuation de ce paradigme.

En ce sens, le « paradigme de la victime » contribue également lourdement à la revendication du caractère unique juif et comme Norman Finkelstein l'a souligné, on peut trouver dans beaucoup d'exemples de l'historiographie juive la tendance à se focaliser non pas sur « *la souffrance des juifs* » mais plutôt sur le simple fait que « *les juifs ont souffert* [1] ».

En conséquence le paradigme n'offre pas de place pour la souffrance des non-juifs. Plus simplement le « paradigme de la victime » est une forme séculière du « peuple élu ». Cet aspect du récit est vu, assez justement, comme un mécanisme utilisé en permanence. Il n'y a aucune autre race sur Terre qui utilise son histoire pour justifier ses actions dans le présent comme le fait le peuple juif.

Depuis la demande de réparations jusqu'à l'établissement d'un État, l'histoire juive est une des pierres de fondation soutenant la politique juive internationale actuelle. En tant que telle, l'histoire juive est soigneusement

construite et féroce ment défendue. L'interaction entre l'histoire juive et sa politique contemporaine crève les yeux. Je n'ai besoin ici que de faire référence aux termes « révisionnisme » et « négationnisme » pour appeler des images de procès de marionnettes et de cellules de prison.

Deuxièmement, l'omission de la contribution juive au développement de l'antisémitisme (que ça soit dans un village ou dans une nation) dirige encore plus féroce ment les projecteurs sur « l'agresseur ». Dans ce contexte, la victime sans reproche est libre de faire les plus infâmes accusations, nageant dans l'assurance de son propre rôle, et par extension son propre personnage, est irréprochable. La parole de cette victime intacte, unique et irréprochable, est admise comme un fait – douter de son récit serait faire partie de la ligue des « agresseurs » .

Dans la deuxième partie nous avons exploré la manière avec laquelle le RJC a entièrement pris à son avantage cette construction pour fournir des histoires d'atrocités, consternantes et non-fondées. Plus généralement, les histoires exagérées de brutalité par des non-juifs sont communes dans la littérature juive et son historiographie, et vont de pair avec des images de juifs représentés comme aussi purs que la blanche colombe.

Par exemple, Finkelstein montre *L'Oiseau bariolé* de Jerzy Kosinski, un travail maintenant reconnu comme « *le premier canular majeur de l'Holocauste* » comme exemple de la « *pornographie de la violence* [2] ».

Les concepts voisins de l'irréprochabilité des juifs et de l'extrême brutalité des gentils sont liés inextricablement et les sympathisants d'une branche de la théorie « du paradigme de la victime » sont invariablement sympathisants de l'autre branche. Prenez par exemple ce haut prêtre adepte de la doctrine du Peuple élu, Élie Wiesel, qui porte aux nues le pastiche de fantaisies sadomasochistes de Kosinski comme « *étant écrit avec une sincérité et une sensibilité profondes* [3] ».

Pour pouvoir s'occuper plus efficacement de la culpabilité des juifs dans la détérioration des relations entre juifs et non-juifs nous devons sonder la question en nous concentrant plus profondément que nous ne l'avons fait dans la première partie. Cet essai va se focaliser sur des exemples spécifiques de perturbations antijuives dans l'Empire russe d'avant 1880, avec une attention toute particulière pour les pratiques économiques juives précédant des événements.

Les émeutes antijuives dans l'Empire russe avant 1880

Pour les raisons évoquées plus haut, la majorité des historiens juifs a longtemps démontré une aversion à l'idée que les pratiques économiques juives ont joué un rôle significatif historique dans l'origine de l'antisémitisme. Par exemple Léon Poliakov dans *L'Histoire de l'antisémitisme : de Voltaire à Wagner*, conteste que l'idée d'un antisémitisme économique soit « *dépourvue de toute valeur explicative réelle* [4] ».

Similairement, Jonathan Freedman a déclaré qu'en expliquant les attitudes antijuives, l'antisémitisme économique ne devrait jouer « *qu'un rôle explicatif mineur* [5] ».

Ces deux historiens postulent que la théologie, et par extension le christianisme (et pas conséquent la culture occidentale) est la source et l'origine de l'antisémitisme. Robert Weinberg, dans son article daté de 1998 intitulé « *Envisageons les pogroms dans l'Histoire russe* », explique les explosions de violence antisémite dans l'Europe de l'Est en déclarant qu'elles étaient le résultat de « *frustrations de la part de paysans russes et ukrainiens, ouvriers et citadins qui pour la plupart, spontanément exorcisèrent leur frustration sur le bouc-émissaire consacré, les juifs* [6] ». Weinberg se garde bien de repérer d'où exactement ces frustrations émergèrent, mais note de nouveau l'extrême passivité du rôle juif dans son analyse.

Inversement, ces historiens qui ont accepté que les problèmes économiques aient joué un rôle dans le déclenchement de l'antisémitisme ne se sont pas engagés dans de véritables études de cas qui provoquent des mouvements antijuifs, préférant à la place sonder des « images » ou des stéréotypes qui soi-disant infusent dans la conscience des non-juifs. Par exemple le professeur des Études israéliennes à l'université d'Oxford, Derek.J Penslar, statua que l'antisémitisme économique n'est rien d'autre « *qu'une double hélice se retrouvant à l'intersection de deux paradigmes, le premier associant les juifs avec des pauvres et des sauvages, et le deuxième établissant les juifs comme des conspirateurs, leaders d'une cabale financière cherchant la domination mondiale* [7] ».

En choisissant de discuter à propos d'« images » et de concepts plutôt que de rapporter un véritable incident comme celui des émeutes antijuives de Limerick, Penslar s'engage dans une pratique aussi fourbe que celles de Poliakov et Freedman. La thèse de Penslar reconnaît seulement superficiellement le rôle économique, alors qu'il insiste lourdement sur l'argument que la société européenne a toujours souffert d'une sorte de névrose en relation avec les juifs.

Penslar adroitement nous offre un argument dans lequel les juifs et l'économie jouent un rôle dans le développement de « l'image » antisémite mais sans jamais placer le juif que dans un rôle passif. Les « images » de Penslar sont dépourvues de gradation – les Européens, s'ils adhèrent à l'antisémitisme économique, voient les juifs soit comme des sauvages pauvres soit comme des financiers mondiaux. Cela malgré le fait que les paysans européens n'avaient pas besoin d'avoir ces conceptions extrêmes sur les juifs et ne les avaient probablement pas.

Les pratiques économiques d'exploitation par les juifs capitalistes locaux, l'existence de monopoles juifs locaux sur des produits comme l'alcool et la pratique juive de l'éthique à l'égard de ceux qui font partie du groupe et de ceux qui n'en font pas partie étaient plus que suffisantes pour déclencher un ressentiment envers les juifs.

Mais les références à cette motivation pour des actions antijuives est entièrement absente de l'historiographie juive sous le prétexte d'antisémitisme, alors que la vraie raison est qu'elle serait capable de démolir « le paradigme de la victime ». Cet essai, qui se focalise sur des études de cas réels (en particulier dans la ville d'Odessa) va démontrer que les émeutes antijuives de 1880, comme beaucoup d'autres avant elles, étaient motivées par un antisémitisme économique, et que cet antisémitisme économique trouvait ces racines non pas dans la psyché européenne mais dans les interactions économiques journalières entre les juifs et les non-juifs d'Odessa. Il va tenter de redécouvrir le rôle juif et de le placer au premier rang.

La première perturbation impliquant les juifs, qui se déroula dans l'Empire russe et a laissé suffisamment de documentation, fut le pogrom d'Odessa en 1821. Weinberg dépeint Odessa comme une sorte de paradis multiculturel en ce temps-là. Il déclare que la ville « *bénéficiait de la présence de résidents allemands, italiens, français, grecs et anglais dont la culture et les goûts intellectuels influençaient la vie locale [8]* ». En 1820 les indications dans les rues étaient écrites en russe et en italien, le premier journal de la ville était édité en français. Odessa selon Weinberg avait une scène artistique florissante, particulièrement en relation avec le théâtre, la musique et l'opéra.

Cependant Klier dépeint, lui, une image radicalement différente de la ville, appuyant particulièrement sur les tensions ethniques créées par l'augmentation des juifs dans la ville. Klier déclare qu'en 1821, Odessa était un « *foyer d'agitation dû à des rivalités ethniques, religieuses et économiques* » et de façon significative « *une ville non-russe [9]* ». Weinberg explique que « *le nombre des juifs arrivant d'autres parties de la Russie, et de Galicie dans l'empire Autrichien montèrent en flèche* ». À Odessa les juifs étaient entièrement libres des « *restrictions de résidence et fardeaux légaux [10]* ».

La violence explosa quand durant la guerre d'Indépendance de la Grèce un groupe de musulmans et de juifs assassinèrent et mutilèrent Grégoire V, le patriarche orthodoxe grec à Istanbul. Après le massacre, beaucoup s'enfuirent en emportant les restes de Grégoire V vers Odessa, où la procession de ses funérailles fut tenue. Les documents qui ont survécu montrent que la violence éclata lorsqu'un large contingent de juifs montra ouvertement de l'irrespect pour la procession [11].

En décrivant cela et les explosions de violence qui suivirent à Odessa, je dois inciter les lecteurs à se débarrasser de la préconception que le contingent juif de cette ville était une petite minorité. Les historiens juifs ont souvent tendance à faire allusion à un statut de minorité sans jamais citer de nombre exact. John Doyle Klier, cependant, nous informe qu'au milieu du XIXe siècle, la population juive constituait presque un tiers de la population totale à Odessa [12]. Étant donné l'énorme population grecque et autres nationalités, c'étaient les russes qui en fait composaient « la petite minorité ». La suprématie économique dans cette ville jusqu'au milieu du XIXe siècle avait été conservée par la population grecque qui avait réussi à repousser toutes les tentatives des nombreuses autres ethnies pour « *sécuriser ou maintenir sa position économique favorable*

[13] ».

Lorsqu'un large afflux de juifs arriva en 1850, la lutte pour la suprématie économique entre les juifs et les grecs, ajoutée à des conflits historiques politico-religieux, contribua à augmenter la tension interethnique dans cette ville. L'historien grec Evridiki Sifneos nous informe qu'une coexistence précédente « *n'avait pas été basée sur une tolérance mutuelle. Au contraire, la récession économique de la seconde moitié du 19ème siècle accéléra les distinctions ethniques, et le ressentiment provoqué par l'ascension de groupes sociaux ethniques (principalement juifs) conduisit à la redistribution des ressources* [14]. »

Vers le milieu de 1850 les Grecs avaient le contrôle de l'exportation du grain, mais avec des perturbations dans les routes du commerce dû à la guerre de Crimée, ce qui conduisit certains négociants grecs à faire faillite. Les juifs de la ville qui avaient occupé principalement des rôles d'intermédiaires mirent leur ressources en commun et achetèrent joyeusement et à très vil prix ces négoce. Une lettre d'un contemporain grec dit ceci : « *Lorsque je vins à Odessa la première fois en 1864, je devins un acheteur de grain pour notre maison au 14 de la rue Moldovaka. La majorité était grecque, avec quelques intermédiaires russes. Aujourd'hui il n'y a plus de russes et pour les Grecs on peut les compter sur les doigts de la main. Les juifs sont ceux qui ont pris le marché* [15]. » Selon Sifneos, les juifs profitèrent de l'avantage de l'emplacement de leur taverne dans les villages pour s'établir eux-mêmes comme intermédiaires dans la collecte du grain depuis la campagne alentour et, de plus, « *ils travaillèrent plus intimement à l'intérieur de leur réseau ethnique* [16] ».

Weinberg déclare en outre que quand « *les employeurs juifs suivirent la pratique de n'employer que les leurs, beaucoup de débardeurs grecs se retrouvèrent dans les rangs des chômeurs* [17] ». Quand il devint évident que les juifs eurent gagné la lutte pour la suprématie économique sur les Grecs en 1858, des incidents interethniques violents commencèrent à escalader en fréquence. En 1858 il y eut des attaques sur des biens appartenant à des grecs et à des juifs, et de nombreuses bagarres Grecs-juifs dans la ville. Et en 1859 une querelle entre des enfants grecs et juifs éclata et escalada en conflit interethnique [18]. La violence cessa seulement grâce à l'intervention de la police russe et cosaque. Une autre période de violence gréco-juive explosa en 1869.

Comment décrivons-nous ces événements ? À la lumière du contexte de ces incidents, est-ce que le terme de « pogroms » ou d'« émeutes antijuives » peuvent résister à un examen minutieux ? Certainement pas. Notez mon utilisation des termes « violence interethnique » et de « désordres impliquant des juifs ». Ces termes ne figurent pas dans l'historiographie juive à propos de ces événements. « Émeutes antijuives » ou « pogroms » sont les seuls termes faisant partie du glossaire du « paradigme de la victime », léguant le statut de « passif » même dans l'utilisation des mots. En effet si Tom et Bill ont une bagarre dans la rue, elle ne sera pas décrite comme une « violence anti-Tom ».

Ceci automatiquement communique la notion que Tom est une victime passive et ce, malgré le fait qu'il ait pu initier la bagarre et qu'il ait très certainement envoyé beaucoup de coups. Weinberg par exemple décrit les perturbations de 1859 comme étant « *des activités antijuives* », mais déclare que les « *jeunes juifs et gentils s'engagèrent dans des bagarres sanglantes* [19] », ce qui est d'une contradiction évidente.

C'est seulement en 1871, durant une période de violence particulièrement sévère, que nous voyons pour la première fois une participation russe dans la violence interethnique d'Odessa. Feu John Doyle Klier, autrefois professeur d'hébreu et d'études juives à l'université d'Oxford, nous informe catégoriquement que l'implication des Russes en 1871 dans les conflits ethniques avait pour origine une véritable et tangible misère économique. Klier déclare que la participation russe était le résultat « *d'une amertume née de l'exploitation de leur travail par les juifs et leur aptitude à s'enrichir personnellement et à manipuler de toutes les façons possibles le domaine des affaires et du commerce* [20] ». De même, Weinberg concède qu'en 1871, « *il y avait bien d'autres ethnies qui percevaient les juifs comme une menace économique* [21] ».

Les racines des perturbations de 1871 sont assez tangibles, et il y a une grande accumulation de preuves qui suggèrent qu'elles étaient le résultat d'une véritable misère socio-économique, plutôt que des « *images stéréotypées* » ou que les habituels suspects encore et toujours utilisés par l'historiographie juive. Brian Horowitz, président des études juives de l'université de Tulane, indique qu'en 1870 la cohésion économique et sociale juive avait été encore améliorée à Odessa par la création d'une branche de la Société pour la promotion de l'éducation, une organisation dédiée à une philanthropie à l'intérieur du groupe et aussi à une « *politique alternative* » par laquelle les membres « *n'avaient pas à contacter le gouvernement en tant qu'intermédiaire* [22] ».

À cet égard, il s'agissait du *Kahal*-isme et il eut une répercussion positive significative sur la richesse des juifs d'Odessa. Klier déclare que sous cette organisation, l'emprise des juifs sur la vie économique de la ville s'amplifia, et que les rapports du gouvernement russe de 1871 attribuent les perturbations au fait que « *la domination des juifs dans la région produisit des relations anormales entre les chrétiens et les juifs* [23] ».

En 1871, la domination économique juive avait évolué au-delà de la simple exportation du grain. Un rapport consulaire américain de cette année-là révèle l'étendue du contrôle juif sur la vie économique d'Odessa. Il relate que les juifs dans la ville « *s'occupaient du monde des affaires et du commerce et se favorisaient entre eux dans leur secte, ce qui revient au fait que dans beaucoup de cas il s'agit presque d'un monopole. La remarque commune est que par conséquent "tout est aux mains des juifs". Pour vendre ou acheter une maison, un cheval, un commerce, pour louer une habitation ou signer un contrat pour un prêt, pour engager un régisseur et des fois même pour épouser une femme, les juifs prenaient leur pourcentage au passage en tant*

qu'intermédiaire". Le pauvre laboureur, le soldat affamé, le propriétaire terrien, le capitaliste, et même en fait le producteur et chaque consommateur est obligé d'une façon ou d'une autre de payer sa dîme au juif [24]. ». Les Grecs appauvris, les Russes et les Ukrainiens considéraient comme de plus en plus ostentatoire l'étalage de la richesse des juifs. En fait, Sifneos déclare que la correspondance contemporaine révèle que durant ces désordres, beaucoup de juifs d'Odessa en attribuèrent la raison « *au ressentiment généralisé à l'encontre de l'expansion de la prospérité de leur communauté [25]* ».

Sifneos nous informe également que les changements démographiques dans la ville furent d'une extrême importance, créant un malaise dans la population non-juive. En même temps que l'accroissement de leur richesse, en 1897 le recensement révélait que durant les deux précédentes décennies les juifs d'Odessa avait entrepris un développement très rapide de sa population et que la ville était « *rapidement devenue une ville juive [26]* ». Afin de mettre cela en chiffres, le recensement nous dit qu'en 1897 il y avait 5 086 hellénophones, 10 248 germanophones, 1 137 francophones et 124 520 parlant yiddish. Le recensement révèle de plus qu'alors que presque tous les francophones et hellénophones vivaient dans les quartiers pauvres de la ville, 54 % des juifs vivaient dans les banlieues bourgeoises de Petropavlovsk, Mikhaïlovsk et Peresipsky [27].

Pour conclure, lorsque la violence interethnique éclata en 1871, elle ne prit pas ses racines dans de l'irrationalité, mais bien évidemment, comme le démontre Sifneos, dans une tentative désespérée « *d'affaiblir le pouvoir économique des juifs [28]* ». Dans ce contexte, nous voyons que les juifs d'Odessa sortent de leur rôle passif dans l'ombre de l'historiographie juive, et apercevons leur vrai visage en pleine lumière.

Notes

- [1] Norman Finkelstein, *The Holocaust Industry*, Index on Censorship, 29 :2, 120-130, p.124
- [2] Ibid.
- [3] Ibid, p 125
- [4] Leon Poliakov *The History of anti-Semitism : From Voltaire to Wagner* (Pennsylvania : University of Pennsylvania Press, 2003) p.VIII
- [5] Jonathan Freedman, *The Temple of Culture : Assimilation and Anti-Semitism in Literary Anglo-America* (Oxford : Oxford University Press, 2002) p.60.
- [6] Robert Weinberg, *Visualizing Pogroms in Russian History*, Jewish History, Vol.12 (1998), 71-92, p.72
- [7] Derek J. Penslar, *Shylock's Children : Economics and Jewish Identity in Modern Europe*, (Los Angeles : University of California Press, 2001) p.13.
- [8] Robert Weinberg, *Visualizing Pogroms in Russian History*, Jewish History, Vol.12 (1998), 71-92, p.73
- [9] John Klier, *Pogroms : Anti-Jewish Violence in Modern Russian History*, (Cambridge : Cambridge University Press, 2004) p.15
- [10] Robert Weinberg, *Visualizing Pogroms in Russian History*, Jewish History, Vol.12 (1998), 71-92, p.73
- [11] John Klier, *Pogroms : Anti-Jewish Violence in Modern Russian History*, (Cambridge : Cambridge University Press, 2004), p.16.
- [12] Ibid.
- [13] Ibid, p.15
- [14] Evridiki Sifneos, *The Dark Side of the Moon : Rivalry and Riots for Shelter and Occupation Between the Greek and Jewish Populations in multi-ethnic Nineteenth Century Odessa*, The Historical Review, Vol.3 (2006), p.191
- [15] Ibid, p.195
- [16] Ibid, p.196
- [17] Robert Weinberg, *Visualizing Pogroms in Russian History*, Jewish History, Vol.12 (1998), 71-92, p.75.
- [18] Ibid, p.18
- [19] Robert Weinberg, *Visualizing Pogroms in Russian History*, Jewish History, Vol.12 (1998), 71-92, p.74
- [20] John Klier, *Pogroms : Anti-Jewish Violence in Modern Russian History*, (Cambridge : Cambridge University Press, 2004) p.21
- [21] Robert Weinberg, *Visualizing Pogroms in Russian History*, Jewish History, Vol.12 (1998), 71-92, p.75.
- [22] Brian Horowitz, *How Jewish was Odessa ?* : <http://www.wilsoncenter.net/sites/default/files/OP301.pdf#page=17> [http://www.wilsoncenter.net/sites/default/files/OP301.pdf#page=17]
- [23] John Klier, *Pogroms : Anti-Jewish Violence in Modern Russian History*, (Cambridge : Cambridge University Press, 2004) p.22
- [24] Evridiki Sifneos, *The Dark Side of the Moon : Rivalry and Riots for Shelter and Occupation Between the Greek and Jewish Populations in multi-ethnic Nineteenth Century Odessa*, The Historical Review, Vol.3 (2006), p.198
- [25] Ibid p. 193
- [26] Ibid.
- [27] Ibid.
- [28] Ibid.